

# TRIBUNE. « Au cœur de la crise, construisons l'avenir »

Cent cinquante personnalités proches de la gauche ou de l'écologie, dont Olivier Faure (PS), Yannick Jadot (EELV) ou Ian Brossat (PCF), appellent dans une longue tribune à une « convention du monde commun » visant à fonder une alternative politique.

Par Collectif

Publié le 14 mai 2020 à 06h00 Mis à jour le 14 mai 2020 à 10h55

Temps de lecture 12 min

Olivier Faure, Audrey Pulvar, Ian Brossat, Najat Vallaud-Belkacem, Yannick Jadot et bien d'autres encore signent cet appel (JOEL SAGET / AFP)



□ □

La France affronte un séisme d'une ampleur inouïe. Favorisée par la destruction de la nature, la pandémie a généré une crise économique de grande ampleur, une commotion sociale brutale, notamment pour les plus précaires, et une mise entre parenthèses du fonctionnement démocratique. Elle a révélé l'improvisation des pouvoirs publics face à cette crise majeure. L'engagement extraordinaire des soignantes et des soignants, le courage de celles et ceux qui n'ont cessé de travailler sans relâche au service de tous et le civisme de millions de personnes confinées dans des conditions difficiles appellent une reconnaissance unanime.

Dès maintenant, il s'agit d'éviter le pire et de préparer l'avenir. La réparation des dégâts annoncés, la défense des libertés, l'obligation de

préparer une société résiliente nécessitent de fortes dynamiques collectives. La crise confirme l'urgence radicale des grandes transitions. De cette impérieuse nécessité, faisons naître une espérance. Nous ne sommes pas condamnés à subir !

## **Etat d'urgence sociale**

Au cœur de cette crise, il nous faut tourner la page du productivisme. Il faut affronter les périls immédiats, s'accorder pour engager la transition écologique et dans un même mouvement les transformations sociales et économiques trop longtemps différées. L'impasse où nous ont conduits les politiques dominantes depuis quarante ans et le capitalisme financier exige une offensive résolue. Avec cette initiative commune, dans le respect de nos différences, nous nous engageons à la hauteur des principes que nos prédécesseurs ont affirmés dans la « reconstruction » qui suivit la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, en temps de paix, nous devons faire preuve d'une égale ambition, avec la volonté que les Français s'emparent de ces débats.

L'état d'urgence sociale doit se déployer dès maintenant dans l'ensemble du pays, à commencer par les quartiers populaires et les territoires ruraux, partout où la crise remet à vif la grande pauvreté et les inégalités. Les familles déjà vulnérables, comme celles qui viennent brutalement de plonger dans le chômage et la pauvreté, se comptent par millions. La solidarité nationale doit intervenir pour aider les locataires, contribuer à payer les factures d'eau et d'électricité, par l'aide alimentaire et la fourniture gratuite de masques, par des soutiens exceptionnels individualisés pour que vivent décemment celles et ceux, y compris les jeunes, qui ont vu leur travail et leurs revenus disparaître. Cette crise doit enfin imposer un basculement des politiques publiques : « sortir » des dizaines de milliers de personnes de la rue, c'est affaire de dignité d'abord, mais aussi d'ordre public sanitaire et social.

Pour aller plus loin, la France, comme d'autres en Europe, doit imaginer et mettre en chantier dès cette année un nouveau modèle de protection sociale. Pour ces temps de grande transition, il y a urgence à assurer un revenu digne rendant possibles à toutes et tous la formation, l'accès à un nouvel emploi ou un projet professionnel. Compte tenu de la hausse explosive du nombre des sans-emploi, ce serait une faute historique de maintenir la « réforme » de l'assurance-chômage de 2020. Il faut permettre dès maintenant à tous les territoires volontaires de mettre en œuvre la belle initiative Territoires zéro chômeur de longue durée, inspirée des expériences du mouvement associatif. Quant aux travailleurs étrangers en situation irrégulière, soutiens plus anonymes encore de nos économies, leur accès au droit au séjour doit être facilité.

## Accès à la santé et retraites décentes

Pour pouvoir mobiliser les énergies de toutes et tous, il faudra inventer et consolider des protections collectives plus adaptées à notre temps, combler les failles majeures que la crise a soulignées, agir pour l'accès à la santé et des retraites décentes. Certains, à l'inverse, manifestent déjà la volonté de réduire les droits sociaux à la faveur de l'émotion générale, notamment sur la question du temps de travail. Nous ne laisserons pas faire, et nous demandons qu'il soit renoncé définitivement au projet de réforme des retraites qui mine la cohésion nationale dont nous avons tant besoin. Face à la précarité ou aux inégalités femmes-hommes, tous les travailleurs et travailleuses, indépendants, artisans et commerçants, professionnels des plates-formes, salariés en CDD, intermittents ou intérimaires, doivent être dotés de droits sociaux individuels complets et d'une capacité réelle de négociation collective.

Le statu quo n'est plus possible. Nous défendons une société de la reconnaissance, qui sache valoriser celles et ceux sans lesquelles elle ne tiendrait pas, dans la crise comme après. Travailleurs de l'aube et du soir, fonctionnaires de jour comme de nuit, soignants et enseignants dévoués, elles (très souvent) et ils sont en droit d'attendre bien sûr des primes immédiates et légitimes, mais aussi une amélioration significative et sans délai de leurs conditions d'emploi et de salaire, à commencer par le smic. Lorsque ces personnes ont des enfants, la prise en charge par les employeurs des frais de garde, l'organisation de nouveaux centres de vacances dès 2020 avec les mouvements d'éducation populaire seraient aussi de justes rétributions. Le confinement a mis également en exergue la nécessité de reconnaître le féminicide en droit français et de ne plus reporter un plan national d'ampleur contre les violences faites aux femmes et aux enfants, en doublant le budget alloué aux associations venant en aide aux victimes et aux lieux de prise en charge.

Les Français vivent intensément les effets de l'affaiblissement de notre système de santé. Sous tension bien avant le tsunami du Covid-19, l'hôpital public a été asphyxié par des années d'austérité budgétaire et la marchandisation de la santé. Une loi de programmation doit assurer au plus vite un financement pérenne des investissements des hôpitaux et des Ehpad, rompre avec la spirale des fermetures de lits et permettre la revalorisation des métiers de soignantes et soignants. Cette refondation permettra de retrouver une capacité de prévision et d'anticipation, et les moyens d'affronter collectivement les chocs de grande ampleur. Elle devra également garantir à tout moment la disponibilité des principaux médicaments sur le territoire national. Elle assurera enfin la réhabilitation des soins de premiers recours, efficaces et réactifs face à de nouvelles crises et la fin des déserts médicaux, indignes de notre pays.

## **Une transition écologique accélérée**

L'avenir de notre économie et sa conversion écologique se jouent en ce moment. Le soutien public à la survie du système productif est vital. Il doit être associé à une conditionnalité environnementale et sociale exigeante. Des fleurons de notre économie sont au bord de la faillite, avec le cortège habituel de restructurations brutales et de chômage massif. Face à ces risques, la réaction de l'Etat en faveur de l'emploi doit être couplée à la mise en œuvre accélérée de la transition écologique, à commencer par le respect des Accords de Paris sur le climat. C'est seulement ainsi que le sauvetage des emplois sera durable. Une politique industrielle crédible implique des choix stratégiques nationaux ; elle se construit dans chaque région avec toutes les parties concernées, entreprise par entreprise, branche par branche. La mobilisation doit intégrer pleinement les enjeux d'indépendance et de relocalisation, de recherche et d'innovation, mis en lumière de façon éclatante dans la crise actuelle.

D'ici la fin de cette année, il appartient à la puissance publique d'identifier avec tous les acteurs les secteurs stratégiques à relocaliser au niveau français ou européen, les chaînes de valeurs à contrôler et les productions à assurer au plus proche des lieux de consommation. Les événements récents confirment une fois de plus les fragilités de l'Europe quand elle se limite à n'être qu'un marché livré aux excès du libre-échange, renonçant à protéger son économie. La signature des traités qui amplifient cet abandon doit être stoppée, et ceux qui existent déjà révisés. Rien ne sera possible sans un pilotage ambitieux du système de crédit, avec un pôle public de financement et la banque publique d'investissement jouant enfin réellement son rôle. La mise en œuvre de nationalisations là où il le faut doit permettre non de mutualiser les pertes, mais d'atteindre des objectifs d'intérêt général. Dans ce but, il faudra aussi miser davantage sur l'économie sociale et solidaire pour mieux ancrer l'économie dans les territoires et impulser le nouveau modèle de développement.

Cette épidémie et sa propagation rapide sont liées à la destruction accélérée des habitats sauvages combinée à une mondialisation insuffisamment régulée. Elles renforcent l'urgence d'une remise en cause de notre mode de production et de consommation : la transformation écologique de la France est le nouveau défi de notre République au XXI<sup>e</sup> siècle. Cette prise de conscience des communs naturels à protéger et de l'impasse des modes de consommation actuels est essentielle, tout comme les combats de la gauche. Les propositions des participants de la Convention citoyenne pour le climat et sa méthode ont permis que progressent dans la société des projets d'une grande richesse. Les politiques publiques doivent être au rendez-vous de cette urgence planétaire.

Nous proposons que soit discutée et mise en œuvre rapidement une Prime pour le climat, afin d'éliminer en priorité les passoires thermiques et sortir les plus pauvres de la précarité énergétique. Elle accompagnera aussi les travaux de rénovation énergétique rendus obligatoires pour l'ensemble du bâti afin d'atteindre deux millions de logements par an, en privilégiant les rénovations complètes. Des dizaines de milliers d'emplois non délocalisables pourraient être ainsi créés.

La France a besoin également de bâtir un plan ambitieux de transition vers une mobilité durable, pour soutenir l'électrification des motorisations, les modes de transports collectifs et partagés, la relance des réseaux ferroviaires, mais aussi l'extension du droit au télétravail dans des conditions protectrices pour les salariés.

Conçue pour éviter un recours accru aux énergies fossiles, dont les prix baissent du fait de la crise, la contribution climat-énergie doit s'accompagner de mesures de redistribution de grande ampleur pour en compenser les effets sur les plus vulnérables. Une relance publique du soutien à la transition écologique locale est plus que jamais indispensable afin d'impliquer beaucoup plus les territoires et les citoyen.ne.s dans le déploiement des projets collectifs d'énergies renouvelables. Ces investissements supplémentaires dans la transition écologique devront être sortis des critères budgétaires européens.

La refonte des aides de la PAC en soutien des petites et moyennes exploitations doit être accélérée, pour permettre une agriculture respectueuse de l'environnement, la croissance des productions bio, et pour développer le paiement des services environnementaux (stockage du carbone, arrêt des intrants chimiques...). Il faudra enfin donner toute sa place dans nos textes fondamentaux au droit de la nature et mettre en œuvre de façon stricte sur l'ensemble du territoire la politique du « zéro artificialisation nette » et la protection de la biodiversité.

## **Une politique monétaire européenne à la hauteur du risque actuel**

Ces investissements massifs, pour l'immédiat ou le futur, exigent un financement soutenable et équitable. L'engagement de l'Europe en est l'une des clés. C'est une nécessité qui conditionne la survie de l'Union, quand les forces de démembrement prospèrent grâce au manque de solidarité européenne dans chaque moment de crise. On attend de l'Europe qu'elle conduise durablement une politique monétaire à la hauteur du risque actuel, mais aussi qu'elle mette en œuvre des formes inédites de financement en commun pour empêcher une hausse de l'endettement des Etats, en particulier les plus affectés par la crise sanitaire. Il faudra aussi dès

les prochains mois engager le chantier de la restructuration des dettes héritées des crises successives.

Tous les pays en ont en effet un urgent besoin pour permettre un nouveau départ et la transformation de leurs économies tellement interdépendantes. Ces financements européens ne sauraient être assortis des mesures d'austérité qui ont creusé entre les peuples des blessures encore inguérissables. Les conditionnalités aujourd'hui se nomment écologie, cohésion sociale et respect de la démocratie. Une transformation profonde des structures de l'Union européenne est indispensable pour rendre possibles ces politiques ambitieuses de solidarité. Cela implique la remise en cause du pacte budgétaire.

## **Rétablissement d'un ISF**

Mais l'Europe ne pourra pas régler seule l'addition de la crise. Les Etats devront eux aussi apporter une réponse fiscale et budgétaire dans un esprit de justice. Pour corriger les inégalités creusées au cours des dernières décennies et aggravées par la crise, et pour prévenir l'effondrement de nos sociétés. La France doit rétablir un Impôt de solidarité sur la fortune, mettant à contribution les patrimoines les plus élevés, et renforcer la progressivité de sa fiscalité sur les revenus, notamment ceux du capital, largement érodée depuis 2017. Compte tenu de l'ampleur des dépenses engagées pour faire face à la crise, elle devra appeler une contribution anti-crise des citoyens les plus aisés. La taxation des secteurs qui ont bénéficié de la crise et de ceux qui ont décidé, au cœur de la tempête, de continuer à distribuer des dividendes ou à s'enrichir à l'abri des paradis fiscaux doit être proposée sans délai au Parlement. La maîtrise à l'avenir des écarts de salaires au sein des entreprises participe de ces préalables de justice : au-delà d'un écart d'un à douze, il ne serait plus possible de déduire les rémunérations et les cotisations de l'impôt sur les sociétés. Ces choix sont inséparables d'une action ambitieuse pour que les bénéficiaires des sociétés multinationales cessent d'échapper largement à la fiscalité française, notamment en les obligeant à une totale transparence sur leurs activités et les taxes payées dans les pays où elles sont présentes. Cette reconquête ne sera complète que lorsque les géants du numérique contribueront par un impôt juste aux efforts d'investissement qui attendent la France et l'Europe.

Ces mesures n'auront de sens et d'efficacité que si dans l'après-crise, une transition démocratique offre à tous la capacité d'agir pour un monde commun. La verticalité du pouvoir fracture la société. Elle alimente l'impuissance et la défiance. C'est l'échec de la V<sup>e</sup> République. Seule une refondation de nos institutions permettra de le dépasser. Il est impératif de ne pas confier à un « sauveur suprême » ou au pouvoir technocratique « la

sortie de crise », mais au contraire d'augmenter la participation des citoyen.ne.s aux décisions qui les concernent et cela à tous les niveaux.

## Rénover l'action publique

Réussir les transitions exige un développement des emplois publics partout où leur manque cruel se vérifie aujourd'hui. Il faudra aussi rénover l'action publique en inventant les outils, l'organisation, les métiers du secteur public de demain. Rien ne progressera sans des délibérations collectives, valorisant bien davantage les citoyens et leurs compétences, l'éducation, l'innovation sociale et la création culturelle, les territoires, villes et villages.

Cet impératif s'adresse aussi aux entreprises : pour réussir la sortie de crise, il faut y faire entrer la démocratie en associant réellement les salariés à leur stratégie. Cela doit s'incarner dans une codétermination à la française avec la présence de 50 % de représentants des salariés dans les conseils de surveillance ou les conseils d'administration des grandes entreprises et le renforcement des pouvoirs des représentants des salariés à tous les niveaux.

Lourde de souffrances inédites, cette période ne doit pas confisquer les espoirs de changement, bien au contraire. Faisons place à l'action collective et à ces premières convergences. Pour être à ce rendez-vous de notre Histoire, nous proposons qu'un grand événement, une « convention du monde commun », réunisse dans les prochains mois toutes les énergies disponibles, les citoyennes et citoyens épris de profonds changements, les formations politiques, les forces associatives, les initiatives que portent syndicats et ONG. C'est une première étape cruciale et attendue pour une alternative démocratique, écologique et sociale. Nous voulons lui donner la force de notre engagement.

### **Premiers signataires\***

Syamak Agha Babaei, Christophe Aguiton, Amandine Albizzati, Claude Alphandery, Nathalie Appéré, Guillaume Balas, Jeanne Barseghian, Marie-Laure Basilien-Gainche, Laurent Baumel, Romain Beaucher, Anne-Laure Bedu, Jacqueline Belhomme, Esther Benbassa, Patrice Bessac, Olivier Bianchi, Habiba Bigdade, Loïc Blondiaux, Alice Bocslers, Maurice Braud, Rony Brauman, Axelle Brodiez, Ian Brossat, Philippe Brun, Julia Cagé, Sophie Caillat, Andrea Caro, Fanélie Carrey-Conte, Lucas Chancel, Pierre Charbonnier, Christian Chavagneux, Alain Coulombel, Annick Coupé, Jezabel Coupey-Soubeyran, Françoise Coutant, Thomas Coutrot, Cécile Cukierman, Ronan Dantec, Joël Decaillon, Carole Delga, Stéphane Delpeyrat, Laurianne Deniaud, Emmanuel Denis, Gregory Doucet, Marie-Guite Dufay, Cécile Duflot, Antoine Dullin, Jérôme Durain, Guillaume Duval, Timothée Duverger, Nicolas Duvoux, Anne Eydoux, Olivier Faure, Rémy Féraud, Aurélie Filippetti, Diana Filippova, Alain Foix, Didier Fradin,

Philippe Frémeaux, Guillaume Garot, Karl Ghazi, Jean-Luc Gleyze, Raphael Glucksmann, Daniel Goldberg, Guillaume Gontard, Gaëtan Gorce, Aziliz Gouez, Bernadette Groison, Florent Gueguen, Denis Guenneau, Hélène Hardy, Jean-Marie Harribey, Anne Hessel, Catherine Hoeffler, Pierre Hurmic, Marie-Hélène Izarn, Pierre Jacquemain, Yannick Jadot, Hugues Jallon, Vincent Joineau, Régis Juanico, Nina Karam-Leder, Pierre Khalfa, Yazid Kherfi, Hella Kribi-Romdhane, Thierry Kuhn, Joël Labbé, Guillaume Lacroix, Delphine Lalu, Aurore Lalucq, François Lamy, Sandra Laugier, Pierre Laurent, Guillaume Le Blanc, Joël Le Coq, William Leday, Claire Lejeune, Corinne Lepage, Elliot Lepers, Nadine Levratto, Medhi Litim, René Louail, Benjamin Lucas, François Mandil, Bénédicte Manier, Edouard Martin, Gus Massiah, Nora Mebarek, Dominique Meda, Philippe Meirieu, Claire Monod, Beligh Nabli, Naïri Nahapetian, Jean-François Naton, Alexandre Ouizille, Christian Paul, Renaud Payre, Willy Pelletier, Camille Peugny, Maxime Picard, Thomas Piketty, Eric Piolle, Dominique Plihon, Dominique Potier, Alexis Poulin, Angèle Prévaille, Audrey Pulvar, Valérie Rabault, Jean-Paul Raillard, Gilles Raveaud, Sandra Regol, Nadine Richez-Battesti, Martin Rieussec-Fournier, Jacques Rigaudiat, Marie-Monique Robin, Johanna Rolland, Barbara Romagnan, Laurence Rossignol, Muriel Rouyer, Virginie Rozière, Michèle Rubirola, Jérôme Saddier, Bernard Saincy, Eva Sas, Mounir Satouri, Frédéric Sawicki, Laurence Scialom, Sabrina Sebaihi, Aissata Seck, Gabrielle Siry, Emmanuel Soulias, Jo Spiegel, Olivier Szulzynger, Sophie Taille, Bernard Thibault, François Thiollet, Isabelle This Saint-Jean, Stéphane Troussel, Henri Trubert, Hulliya Turan, Boris Vallaud, Najat Vallaud-Belkacem, Shahin Vallée, Antoine Vauchez, Denis Vicherat, Anne Vignot, Patrick Viveret.